

Le Mouvement œcuménique a 100 ans

Texte du Père. Robert Levet du diocèse de Marseille

Le 3e Congrès de Lausanne sur l'évangélisation mondiale regroupant 4 000 responsables de plus de 200 pays s'est tenu à Cape Town (Afrique du Sud) du 16 au 25 octobre. Il a traité de sujets aussi divers que la pauvreté, le sida ou les persécutions religieuses. L'année 2010 a été marquée par de nombreuses célébrations des 100 ans du Mouvement œcuménique, notamment celle du mouvement « Foi et Constitution » le 19 octobre, dont le Père Levet retrace ici l'histoire.

Texte publié dans *Église à Marseille* en mars, avril et mai 2010 (*)

Avant Édimbourg 1910, quelques pionniers

On a du mal à imaginer aujourd'hui ce qu'étaient les rapports entre les Églises chrétiennes avant la naissance et le développement du Mouvement œcuménique contemporain. Au mieux, les Églises s'ignoraient, mais, le plus souvent, elles se critiquaient, voire se combattaient, chacune estimant être seule la véritable Église.

« 100 ans », car on considère généralement que ce Mouvement œcuménique a commencé en 1910 et nous dirons pourquoi. Mais, dans les décennies qui ont précédé 1910, s'étaient levés, dans les différentes confessions chrétiennes, des hommes qui, souffrant profondément de la division des Églises, ont œuvré avec courage pour favoriser un retour à l'unité.

De Newman à Fallot

L'anglican John Henry Newman (1801-1890) fut à l'origine du « Mouvement d'Oxford » (1833-1845) qui tendait à rapprocher l'anglicanisme du catholicisme, mais sa conversion au catholicisme mit un terme à ce mouvement (1).

S'étant rencontrés par hasard à Madère en 1889, l'anglican Lord Halifax et le religieux lazariste Fernand Portal cherchèrent très activement eux aussi à favoriser un rapprochement entre anglicans et catholiques. En 1896, une bulle de Léon XIII, déclarant invalides les ordinations anglicanes, stoppa ces tentatives de rapprochement (2). Mais, très tenaces, ces deux amis se retrouvèrent à Malines en 1921 pour de nouvelles « Conversations » en compagnie du cardinal Mercier, archevêque de cette ville (3). La mort du cardinal (1925) et du P. Portal (1926) vinrent y mettre un terme.

Le pasteur protestant français Tommy Fallot (1844-1904) n'est malheureusement pas assez connu. Initiateur, au sein de l'Église réformée de France, du mouvement « Christianisme social », il fut aussi un grand militant de l'œcuménisme. « J'ai la conviction, écrivait-il en 1894, que Dieu réunira tôt ou tard ce que les hommes ont séparé... J'aimerais aider à la constitution du parti catholique dans l'Église protestante. Car c'est bien la vieille Église catholique qui se renouvellera pour recevoir ses enfants longtemps séparés... L'Église sera catholique ou elle ne sera pas. Le chrétien sera protestant ou il ne sera pas... Je me considère comme "catholique évangélique" » – expression qu'il tenait du pasteur Jean-Frédéric Oberlin (1740-1826) : « catholique » parce que n'hésitant pas à adhérer à tout ce qui lui paraissait positif dans le catholicisme et « évangélique » parce que restant très attaché au renouvellement évangélique apporté au christianisme par la Réforme protestante. Le pasteur Fallot fut à l'origine de la vocation œcuménique de son neveu, le pasteur Marc Boegner (1881-1970), un grand homme d'Église qui joua un rôle très important dans le protestantisme et le Mouvement œcuménique et participa, comme observateur, au concile Vatican II.

De Léon XIII à Wattson

En mai 1895, le Pape Léon XIII (1878-1903) invita les catholiques à prier spécialement chaque année pour l'unité des chrétiens entre l'Ascension et la Pentecôte. Mais, on le verra, une autre octave de prière pour l'unité des chrétiens prit naissance un peu plus tard.

En 1902 et 1904, le patriarche orthodoxe de Constantinople Joachim III demanda à toutes les Églises orthodoxes de s'ouvrir aux catholiques et aux protestants (4).

En 1904, le P. Fernand Portal, que nous venons d'évoquer, fonda la *Revue catholique des Églises* qui, à l'intention des catholiques, publiait des articles sur l'orthodoxie, le protestantisme et l'anglicanisme.

En 1908, deux prêtres anglicans, Paul Wattson et Jones Spencer, lancèrent une octave de prière « pour l'unité des chrétiens autour du siège de Rome » : c'est pourquoi ils voulurent que cette octave commence le 18 janvier, en la fête de la Chaire de saint Pierre à Rome – depuis la réforme liturgique, c'est le 22 février, jour où l'on célébrait jadis la fête de la Chaire de saint Pierre à Antioche –, et se termine le 25 janvier, en la fête de la conversion de saint Paul. Approuvée par les Papes, cette octave de prière ne se répandit vraiment dans les différentes Églises qu'après 1935, grâce à un prêtre lyonnais, le P. Paul Couturier (1881-1953).

Il était important de faire mémoire de ces grands pionniers. Il leur a fallu beaucoup de courage, car leurs positions, mal acceptées, étaient vigoureusement combattues par les fidèles des autres Églises et, souvent plus vigoureusement encore, par ceux de leur propre Église. Comme le dit le psaume 126, ils ont « semé dans les larmes » ce que d'autres ont « moissonné dans la joie ».

Édimbourg 1910

Depuis le milieu du XIXe siècle, un certain nombre de pionniers avaient commencé à préparer un terrain propice au rapprochement des Églises.

C'est en 1910 qu'eut lieu un événement généralement considéré comme le début du Mouvement œcuménique contemporain. Du 13 au 23 juin, se tint à Édimbourg une Conférence missionnaire « protestante » mondiale regroupant 1 200 délégués mandatés par 176 sociétés missionnaires. Théoriquement, elle ne devait réunir que des sociétés protestantes, mais des sociétés missionnaires anglicanes y furent également invitées ainsi que des sociétés missionnaires catholiques anglaises, ce qui constituait un audacieux geste prophétique.

Parmi les membres de la Conférence figurait un très petit nombre de non Occidentaux : quelques Asiatiques en provenance de Chine, du Japon, de Corée et d'Inde et quelques Africains. Mais, on le verra, ce sont eux qui ont présenté à Édimbourg l'une des contributions les plus importantes.

Cette Conférence fut présidée par le méthodiste américain John Mott : celui-ci avait fondé en 1895 la Fédération protestante mondiale des Associations chrétiennes d'étudiants et aimait inviter les étudiants à partir, pendant quelque temps, comme missionnaires dans un pays non-chrétien. Chargé à Édimbourg de réguler les débats, il interrompait impitoyablement les intervenants lorsqu'ils avaient atteint les sept minutes auxquelles ils avaient droit... Mais nous retrouverons John Mott, car il a joué un très grand rôle dans le Mouvement œcuménique jusqu'à sa mort en 1955.

Délivrez-nous des « ismes »

Dès le début des travaux, un rapport souligna avec vigueur les immenses dommages causés à l'annonce de la Bonne Nouvelle par l'invraisemblable prolifération des sociétés missionnaires. Et, quelques jours plus tard, un délégué chinois, le Révérend Cheng Ching-Yi, fit sensation en déclarant solennellement à l'adresse des Occidentaux : « Vous nous avez envoyé des missionnaires qui nous ont fait connaître Jésus-Christ et nous vous en remercions. Mais vous nous avez aussi apporté vos divisions... Délivrez-nous de tous les « ismes » dont vous affectez la prédication de l'Évangile parmi nous ». Il faisait ainsi allusion aux noms des confessions chrétiennes qui envoyaient des missionnaires : luthéranisme, calvinisme, anglicanisme, méthodisme, catholicisme... De fait, ces Églises, considérant les autres comme des rivales, se combattaient souvent. Il est d'ailleurs caractéristique que, pendant cette conférence regroupant les sociétés missionnaires de ces différentes Églises, aucune liturgie commune n'ait été célébrée.

Le cri d'alarme de ce Chinois faisait écho à la prière adressée par Jésus à son Père lors de la dernière Cène : « Père, que mes disciples soient un afin que le monde croie que tu m'as envoyé » (Jn 17, 21).

Le Christ signifiait par là que les divisions des chrétiens seraient des obstacles à l'évangélisation. Le Mouvement œcuménique du XXe siècle est donc né de cette prise de conscience : l'efficacité de la mission postule l'unité entre les diverses Églises. Une chose capitale à ne jamais oublier !

De nouveaux devoirs

Autre intervention importante vers la fin de la conférence : Charles Brent (1862-1929), évêque anglican en mission aux îles Philippines – un homme que nous aurons également l'occasion de retrouver – eut l'extrême audace d'appeler de ses vœux la tenue future d'une « Conférence à laquelle seraient invitées toutes les Églises chrétiennes en vue de rétablir l'unité ». Et il ajoutait : « Ces jours-ci, une nouvelle vision des choses nous a été montrée. Quand Dieu fait la grâce d'une nouvelle vision, il fait découvrir en même temps une nouvelle responsabilité. Et, vous comme moi, en quittant cette assemblée, nous partons avec de nouveaux devoirs à remplir ».

Pour que cette conférence ne reste pas sans lendemains, les participants, avant de se séparer, décidèrent à l'unanimité d'instituer un Comité de continuation.

Évoquant, dans son allocution finale, l'intervention du délégué chinois, John Mott déclara : « N'avons-nous pas été fortement humiliés en découvrant que le plus grand obstacle à l'expansion du christianisme se situe en nous-mêmes ? ». Et, faisant allusion au Comité de continuation, il eut cette phrase : « La fin de la conférence est le commencement de la conquête ». De fait, Edimbourg 1910 eut de beaux lendemains.

Les lendemains d'Édimbourg 1910

La Conférence d'Édimbourg avait fait prendre conscience du grave contre-témoignage que constituait la division des chrétiens.

Cette assemblée eut des ramifications dans trois directions : dans le Comité de continuation qu'elle avait institué avant de se séparer et dans deux mouvements qui naquirent assez vite, le mouvement social *Life and Work* (« Vie et Action ») et le mouvement doctrinal *Faith and Order* (« Foi et Constitution »).

En 1921, le Comité de continuation devint le Conseil international des Missions dont John Mott – qui avait présidé la Conférence d'Édimbourg – fut élu président et le resta jusqu'en 1942. Ce Conseil s'attacha à coordonner les activités des Sociétés missionnaires.

Au temps de la guerre de 1914

Intéressons-nous maintenant aux origines du mouvement « Vie et Action ». Il faut bien le reconnaître : les années qui ont suivi Édimbourg étaient particulièrement propices à la naissance d'un tel mouvement social, car la situation internationale était alors très préoccupante. On redouta d'abord un grave conflit en Europe, puis la guerre éclata en 1914. Et aussi bien chez les catholiques – penser aux prises de position du pape Benoît XV (5) – que chez les protestants, naquirent des mouvements internationaux qui cherchaient à œuvrer pour le maintien – ou le retour – de la paix.

Un protestant fut spécialement actif en ce domaine : Jonathan Söderblom (1866-1931), un pasteur luthérien suédois qui devint archevêque d'Uppsala en mai 1914 (6). Appartenant à un pays non engagé dans la guerre, il lança quelques mois plus tard un célèbre « Appel pour la paix ». En 1917, il organisa dans sa ville épiscopale une « Conférence pour la paix » regroupant des protestants venus uniquement de pays neutres (Norvège, Danemark, Pays-Bas et Suisse), car ceux des pays belligérants n'avaient malheureusement pas répondu à son invitation. Cette conférence rappela avec insistance qu'il était du devoir de l'Église de s'intéresser activement à tous les problèmes des hommes à la lumière de l'Évangile et elle émit le souhait que les États développent une législation internationale favorable à la paix.

« Vie et Action »

Söderblom organisa une nouvelle réunion à La Haye en septembre 1918. On y envisagea la convocation future d'une Conférence universelle des Églises et, à cet effet, on fonda un Comité provisoire qui se réunit en 1919 et 1920. Ne participaient à ce Comité que des protestants, mais, sous l'influence de Söderblom, on décida que la future *Universal Christian Conference on Life and Work* (Conférence chrétienne mondiale pour la Vie et l'Action) aurait vocation à être œcuménique et, dès 1921, le Comité provisoire créa une section pour les orthodoxes. Ainsi prit naissance, sous le nom de *Life and Work*, un courant interconfessionnel de christianisme social qui jouera un si grand rôle dans le Mouvement œcuménique du XXe siècle.

Stockholm 1925

Restait à réunir la conférence qui marquerait les débuts officiels de ce courant. Sa préparation put bénéficier des importants travaux réalisés alors en Angleterre par un mouvement social chrétien très actif, qui tint lui-même une conférence à Birmingham en 1924. En vue de ce rassemblement, le mouvement avait étudié à fond tous les problèmes relatifs au christianisme social : en témoignent les douze gros volumes qui rapportaient les travaux préparatoires.

La première conférence du mouvement « Vie et Action » se tint donc à Stockholm en août 1925. Elle réunit 610 délégués, originaires de 33 nations, désignés par un certain nombre d'Églises protestantes et orthodoxes. En février 1921, des évêques luthériens des pays scandinaves avaient écrit à Benoît XV pour l'inviter à envoyer des délégués de l'Église catholique à cette conférence, en lui faisant remarquer que l'on y traiterait uniquement d'action sociale et de charité, et que l'on n'y aborderait nullement les problèmes doctrinaux qui divisent les Églises. Mais, au nom du Pape, le cardinal Gasparri s'était contenté de remercier pour les documents envoyés, sans faire la moindre allusion à la question de la participation de l'Église catholique à cette conférence.

On travailla beaucoup à Stockholm et les textes mis au point occupèrent sept volumes. Tels furent les débuts du mouvement social « Vie et Action ».

Il faudra nous intéresser maintenant à la naissance du mouvement doctrinal Foi et Constitution, issu lui aussi d'Édimbourg 1910.

Naissance de « Foi et Constitution »

Reste à parler du Mouvement doctrinal « Foi et Constitution » issu lui aussi de cette Conférence. Ceux qui avaient créé « Vie et Action » savaient très bien que ce mouvement social ne pouvait pas à lui seul ramener l'unité dans l'Église du Christ. Bien des divergences étant d'ordre doctrinal, il fallait aussi que les diverses Églises acceptent un jour de les examiner ensemble pour essayer de rapprocher les points de vue, mais, en attendant, ils estimaient que travailler de concert à construire un monde plus juste et plus fraternel créait déjà une unité plus grande entre les chrétiens des différentes Églises. Cependant, au lendemain d'Édimbourg, d'autres chrétiens, donnant plus d'importance à la doctrine, cherchaient à favoriser un retour à une unité doctrinale.

Une touche d'œcuménisme

Compte tenu du cadre dans lequel elle était organisée, la Conférence d'Édimbourg aurait dû ne réunir que des Sociétés missionnaires protestantes. Mais les organisateurs avaient eu l'idée providentielle d'inviter des sociétés missionnaires anglicanes et même quelques sociétés missionnaires catholiques de Grande-Bretagne, donnant ainsi à cette Conférence une touche – modeste, mais réelle – d'œcuménisme, ce qui était inédit à cette époque. Si, en effet, il y avait eu, dans les différentes Églises, des pionniers de l'union des Églises, les Églises elles-mêmes ne s'étaient encore nullement ouvertes à ces perspectives œcuméniques et au désir de faire cesser les divergences doctrinales. Mais cette « touche » ne paraissait pas suffisante à certains des membres de la Conférence d'Édimbourg : ils voulaient aller plus loin. Rappelons que, pendant cette Conférence, un évêque anglican, Charles Brent (1862-1929), avait appelé de ses vœux la tenue d'une « Conférence à

laquelle seraient invitées toutes les Églises chrétiennes en vue de rétablir l'unité ». Et, dans la pensée de Charles Brent, c'était bien d'unité doctrinale qu'il s'agissait.

Vers la Conférence de Lausanne

En octobre 1910, soit quatre mois seulement après la Conférence d'Édimbourg, la Convention générale de l'Église protestante épiscopale des États-Unis créa un « Comité d'union », chargé de préparer une « Conférence mondiale à laquelle prendraient part tous les groupes chrétiens qui acceptent Jésus-Christ comme Dieu et Sauveur » et qui aurait pour objet les questions relatives « à la foi et à la constitution » de l'Église. Cette dernière expression deviendra le nom du mouvement doctrinal qui allait naître : « Foi et Constitution ».

En 1913, trente commissions, comprenant des protestants, des anglicans et des orthodoxes – ces derniers beaucoup plus à l'aise dans les problèmes doctrinaux que dans les problèmes sociaux – étaient déjà constituées. Dès la fin de la Grande guerre, des délégations sont envoyées à Athènes, Constantinople, Sofia, Bucarest, Belgrade et Rome auprès des responsables d'Églises. Le Pape Benoît XV reçut très aimablement les délégués et leur dit tout l'intérêt qu'il portait à l'union des chrétiens, mais il ne leur cacha pas que la doctrine de l'Église catholique ne permettait pas à cette Église de participer à une telle Conférence. À cette époque, en effet, l'Église catholique ne concevait l'unité des Églises que par un « retour à Rome » des Églises séparées.

En 1920, on convoque à Genève une Conférence préparatoire : 70 Églises et confessions chrétiennes venant de 40 pays différents y fixèrent les grandes lignes de la Conférence future qui se tint à Lausanne du 3 au 21 août 1927 et dans laquelle Charles Brent joua un très grand rôle. Elle eut donc lieu deux ans après la Conférence de Stockholm organisée par le Mouvement social « Vie et Action » dont nous avons rendu compte.

Quelques thèmes majeurs

La Conférence lança un grand « Appel à l'unité » : « Dieu veut l'unité de l'Église. Notre présence ici prouve notre résolution de plier notre volonté à la sienne. Quelles que soient les raisons alléguées pour légitimer la désunion initiale, nous la déplorons avec persistance et nous sommes décidés à travailler désormais, dans la repentance et dans la foi, à rebâtir la muraille de Jérusalem ». Elle rappela l'importance du Symbole de Nicée et du Symbole des Apôtres. Elle discuta des rapports entre l'Église visible et l'Église invisible. C'est au sujet du ministère et des sacrements qu'apparurent les divergences les plus fortes entre protestants et orthodoxes.

Les surlendemain d'Édimbourg : le COE

Les lendemain de la Conférence d'Édimbourg 1910 avaient été très fructueux, donnant naissance en particulier à deux mouvements œcuméniques complémentaires, un mouvement social et un mouvement doctrinal.

Ces deux mouvements avaient tenu une première conférence : « Vie et Action » à Stockholm en 1925, et « Foi et Constitution » à Lausanne en 1927. Et chacun tint une nouvelle conférence au cours de l'été 1937.

Pour le mouvement « Vie et Action », ce fut à Oxford du 12 au 26 juillet 1937. En raison de l'installation du régime nazi en Allemagne, le thème retenu fut « L'Église, la Nation et l'État ».

Le mouvement « Foi et Constitution » tint sa Conférence du 3 au 18 août 1937 à Édimbourg : on revenait ainsi aux sources de 1910... En préparation de cette Conférence, de nombreuses sessions d'étude s'étaient tenues, portant sur la grâce, la Parole de Dieu, les sacrements, le ministère. La Conférence fit souvent apparaître d'importantes divergences entre les positions protestantes et les positions orthodoxes. Quatre observateurs catholiques « non officiels » étaient présents. Charles Brent, mort en 1929, avait été remplacé à la tête de ce mouvement par William Temple, archevêque d'York.

Une coïncidence voulue

Ce ne fut pas par hasard que les deux conférences eurent lieu la même année. Dès 1932, en effet, le souhait fut émis que les prochaines conférences des deux mouvements aient lieu à la même époque en vue de faciliter la fusion des deux mouvements en un unique « Conseil mondial des Églises ». En 1936, on décida de présenter ce projet aux conférences des deux mouvements de l'été 1937. Des deux côtés, les assemblées s'y montrèrent favorables, même s'il y eut quelques réserves formulées par certains membres de « Vie et Action » : ils craignaient que l'on s'enferme dans des impasses théologiques et que, du coup, on soit moins attentif à l'action commune des Églises au service de l'humanité. De même, des membres de « Foi et Constitution » redoutaient que la base doctrinale du prochain Conseil ne soit trop étroite. A l'issue de ces deux conférences, on constitua un Comité de 14 membres – 7 désignés par chaque mouvement – chargé de poursuivre la mise au point de ce projet.

D'Édimbourg 1910 à Amsterdam 1948

Le « Comité des Quatorze » réunit une conférence à Utrecht en mai 1938. On y précisa bien que le futur Conseil œcuménique des Églises ne serait pas une « super-Église » et qu'il n'aurait comme autorité que celle que lui accorderaient les Églises. Un « Comité provisoire » fut constitué. Il se réunit en mai 1938 et établit son siège à Genève. En janvier 1939, on décida de tenir la première Assemblée générale du nouveau Conseil en 1941, mais la Seconde Guerre mondiale vint retarder le processus. Dès la fin des hostilités, on réactiva le projet. Et c'est ainsi que la première Assemblée générale du Conseil œcuménique des Églises (COE) put se tenir à Amsterdam du 22 août au 4 septembre 1948.

Le COE se définit tout de suite comme « une association fraternelle d'Églises qui acceptent Notre Seigneur Jésus-Christ comme Dieu et Sauveur ». En 1961, cette base doctrinale fut élargie pour devenir trinitaire. En 1948, le COE regroupait 150 Églises et confessions. Il en compte aujourd'hui 349 : des nombres qui sont élevés parce que beaucoup de ces Églises sont nationales. Le plus grand nombre de ces Églises relèvent du protestantisme. Presque toutes les Églises orthodoxes font partie du COE. L'Église catholique n'est pas membre de ce Conseil. Pour l'instant, chaque fois que s'est posé le problème de son éventuelle adhésion, les inconvénients, compte tenu en particulier du « poids » de cette Église, ont paru, aux yeux de beaucoup d'œcuménistes tant catholiques que non-catholiques, plus importants que les avantages. Mais l'Église catholique entretient de très bons rapports avec le COE : bien plus, des catholiques sont officiellement membres de commissions du COE.

Bref, trois organismes étaient sortis d'Édimbourg en 1910. Deux d'entre eux, « Vie et Action » et « Foi et Constitution », ont fusionné en 1948 pour donner naissance au COE. Et, en 1961, le Conseil international des Missions, issu lui aussi d'Édimbourg, fut intégré à son tour au COE. On voit donc la continuité entre Édimbourg 1910 et le COE. Et il n'est pas étonnant que l'on ait coutume de considérer cette Conférence comme le début du Mouvement œcuménique contemporain.

Un signe de cette continuité : John Mott, qui avait présidé la Conférence d'Édimbourg en 1910, fut élu en 1948 à Amsterdam « président honoraire à vie » du Conseil œcuménique des Églises.

(*) Notes de La Documentation catholique.

(1) DC 2010, n. 2454, p. 894-896.

(2) La bulle *Apostolicae Curae* a été promulguée le 18 septembre 1896.

(3) On retient ces cinq réunions sous le nom de « conversations de Malines » qui se sont tenues de 1921 et 1925 sous la direction du primat de Belgique, le cardinal Désiré-Joseph Mercier.

(4) En 1902, alors que Joachim III occupait le trône patriarcal, une encyclique patriarcale et synodale fut envoyée de Constantinople aux autres patriarches orthodoxes et aux chefs des Églises autocéphales. Dans celle-ci, la question des relations entre Églises orthodoxes, mais aussi celle des relations de l'orthodoxie avec les autres communautés chrétiennes étaient abordées, montrant ainsi clairement une nouvelle orientation vis-à-vis des autres chrétiens.

(5) Dans un appel adressé le 1er août 1917, Benoît XV exhorte les belligérants à trouver une paix « juste et durable ».

(6) Cet architecte du mouvement œcuménique obtient en 1930 le prix Nobel de la paix.